



TRADE UNION ADVISORY COMMITTEE
TO THE ORGANISATION FOR ECONOMIC
COOPERATION AND DEVELOPMENT
COMMISSION SYNDICALE CONSULTATIVE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION
ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

« POUR UN MODÈLE DE CROISSANCE PLUS JUSTE ET PLUS DURABLE DANS LA SORTIE DE CRISE »

Consultations du TUAC avec la Commission de liaison de l'OCDE
Lundi 13 décembre 2010 – 15h30-17h30
Centre de conférences de l'OCDE - Salle CC1

Document de discussion du TUAC

Contexte

1. À Pittsburgh, les dirigeants du G20 s'étaient engagés à mettre « l'emploi de qualité au cœur de la reprise », mais il est clair qu'ils n'ont pas respecté leur promesse. Le mouvement syndical s'inquiète de ce que la crise économique, loin de reculer, est en réalité en train de passer à un autre stade, potentiellement plus dangereux. Lors du Sommet du G20¹ à Séoul, la déclaration syndicale a fait valoir que les gouvernements devraient, à court terme, donner la priorité à la réduction du chômage et, à moyen terme, poursuivre un autre modèle de croissance et de développement : un modèle équilibré, durable, capable de créer de l'emploi décent et de proposer une rétribution juste.

2. Afin de centraliser et de rendre accessible la réflexion syndicale sur les différents aspects de ce nouveau modèle économique au sortir de cette crise, le TUAC a créé un « Groupe de travail syndical chargé de réfléchir au nouveau modèle de croissance ». Le rapport du groupe de travail doit être publié début 2011 et regroupera les contributions de plus de 30 auteurs comme indiqué dans la table des matières de l'annexe I ci-dessous. Le groupe de travail est coordonné par un comité directeur mixte, composé de l'Institut syndical européen (ISE), du Réseau mondial de recherches syndicales (GURN), de la Confédération syndicale internationale (CSI) ainsi que du TUAC ; le rédacteur en chef du rapport est David Coats, de la Fondation Smith à Londres. Les conclusions provisoires du Rapport, mentionnées ci-après, sont communiquées à la Commission de Liaison afin de susciter un débat lors de la réunion.

L'échec d'un modèle

3. La crise financière et économique mondiale a invalidé de nombreuses hypothèses sur lesquelles reposait la politique économique des trente dernières années. La croyance selon laquelle une réglementation réduite, un gouvernement limité, de faibles impôts, une déréglementation du marché du travail ainsi que de faibles institutions du marché du travail constituaient les ingrédients nécessaires à la réussite économique s'est avérée être une recette de la volatilité, de la prise de risque excessive, de l'inégalité croissante des revenus et, dans certains pays, de la montée du travail précaire. Alors que dans de nombreuses régions de l'OCDE les plus riches ont vu leur position relative s'améliorer (parfois de façon spectaculaire), la position relative des plus pauvres s'est détériorée. En 2008, l'OCDE elle-

1 Déclaration syndicale globale au Sommet du G20 à Séoul.

http://www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/07/BA/document_doc.phtml

même a fait état de l'augmentation des inégalités dans sa publication phare intitulée « La croissance des inégalités »². Aux États-Unis, même les personnes à revenu moyen ont vu peu d'amélioration dans leurs revenus ou leur niveau de vie en l'espace de vingt ans. Il n'est pas vrai que les politiques que nous pourrions utilement qualifier de « fondamentalistes du marché » aient conduit à de meilleures performances économiques avant que la crise n'éclate. Ce fait troublant a été reconnu par l'OCDE dans sa réévaluation de l'Étude sur l'emploi de 1994, publiée en 2006 sous le titre *Stimuler les emplois et les revenus*.³ Il a été admis que deux groupes de pays avaient obtenu de « bons résultats », à savoir un taux d'emploi élevé, une inflation modérée et une croissance apparemment forte : les pays qui poursuivent des politiques « dépendantes du marché », tels les États-Unis et le Royaume-Uni, et ceux ayant adopté des politiques favorisant l'augmentation des impôts, une législation plus stricte en termes de protection de l'emploi, le versement d'allocations chômage plus généreuses et des investissements beaucoup plus élevés dans les programmes actifs du marché du travail (y compris l'Autriche, les pays nordiques et les Pays-Bas).

4. Même avant la récession mondiale, il était clair qu'il existait plus d'une voie vers la croissance et des taux d'emploi élevés. En outre, les perspectives et l'espérance de vie des plus pauvres étaient un peu meilleures dans ce deuxième groupe de pays que dans celui qui poursuit des politiques plus orthodoxes. À présent, à l'heure où les décideurs réfléchissent à la façon de construire un nouveau modèle économique dans le monde d'après-crise, ces observations doivent être prises en considération.

Le problème de pré-crise

5. Les objectifs syndicaux sont restés globalement identiques pendant une longue période. C'est, dans une large mesure, parce qu'ils reposent sur des valeurs claires. Il existe un très fort engagement pour la construction d'une économie mondiale en mesure de proposer des emplois durables et décents pour tous ceux qui souhaitent travailler, de permettre aux pays en voie de développement de connaître des revenus en hausse et de garantir que le processus de croissance soit compatible avec l'impératif de lutte contre le changement climatique et de protection de l'environnement. Le modèle qui a prévalu avant la crise ne parvenait pas à atteindre ces objectifs. L'aggravation des inégalités, la stagnation des salaires et le sous-développement en Afrique sub-saharienne ne peuvent guère être qualifiés de succès.

6. En outre, la majeure partie de la prospérité supposée des pays les plus dévoués au modèle orthodoxe était dépendante soit de la hausse des prix des logements pour lesquels les ménages étaient prêts à emprunter soit d'un niveau d'innovation financière (le développement des dérivés exotiques), mécanismes qui se sont avérés être des instruments plutôt fragiles pour produire une demande soutenue. Il existait de nombreux signes indiquant que ces dispositions n'étaient pas viables et que de dangereuses bulles apparaissaient dans les marchés d'actifs. Mais les décideurs, séduits par l'hypothèse des marchés efficaces et par la théorie des équilibres dynamiques, ont estimé que « cette fois c'est différent »⁴. Après tout, près de trente ans de libéralisation, de déréglementation, de réduction des impôts et d'efforts pour réduire le rôle de l'État auraient dû, du point de vue orthodoxe, rendre la crise impossible. Malheureusement, comme lors des « huit siècles de folie financière » qui avaient précédé, pour reprendre la formulation de Reinhart et Rogoff, il s'est avéré impossible de résister aux lois

2 OCDE : « Croissance des inégalités », 2008.

³ Perspectives sur l'emploi dans l'OCDE en 2006 : « Stimuler les emplois et les revenus ».

⁴ Reinhart et Rogoff : *This Time is Different: Eight Centuries of Financial Folly* [Cette fois c'est différent : huit siècles de folie financière], Princeton, 2009.

d'airain de l'économie, et la bulle a fini par éclater. La conviction que la diversification supposée du risque constituait également un moyen efficace d'élimination de l'incertitude s'est révélée infondée.

Les objectifs de la politique économique

7. Pendant la majeure partie de la période récente, le progrès économique a été mesuré presque exclusivement par la croissance du PIB par habitant. Il s'agit là d'un critère limité qui est de plus en plus considéré comme un système d'évaluation inadéquat du progrès social. Il est clair, par exemple, qu'au-delà d'un certain point, l'accroissement mesuré du PIB semble avoir un impact faible ou nul sur le bonheur ou le sentiment de satisfaction⁵. Comme Amartya Sen⁶ l'a fait remarquer, la croissance économique doit avoir un but, et le moyen le plus simple de caractériser cet objectif est de dire que les citoyens devraient avoir la possibilité de choisir le type de vie auquel ils attachent le plus de valeur. Le principe de « liberté comme développement » signifie que les gens ne peuvent jouir d'une vraie liberté que si cette dernière repose sur une sécurité économique et sociale. Le Président Sarkozy a nommé un groupe d'experts chargé d'élaborer un ensemble plus équilibré de critères d'évaluation, la *Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social* ; nous sommes globalement favorables à la préconisation de passer à un plus grand « tableau de bord » d'indicateurs en sus du PIB. En termes simples, dans le monde de l'après-crise nous devons reconnaître que l'objectif n'est pas d'accepter le monde tel qu'il est et d'adapter les citoyens aux exigences de l'économie, mais de remodeler l'économie afin de garantir qu'elle serve les intérêts des citoyens.

La relance budgétaire, les mesures d'austérité et le retour de la pensée unique

8. Pour commencer, la réaction des responsables politiques face à la crise a été encourageante. Le G20 a joué un rôle de premier plan, l'économie mondiale a bénéficié d'une relance coordonnée, le secteur bancaire a été recapitalisé et la catastrophe a été évitée. En effet, sans ce niveau d'engagement politique, la crise aurait été beaucoup plus grave et le chômage mondial aurait atteint des niveaux alarmants, et ce avec une réelle menace pour la cohésion sociale dans certains pays.

9. Ce que la réponse politique a également démontré, c'est que l'État ne pouvait pas purement et simplement se désengager du paysage économique. Aucun autre acteur n'aurait pu recapitaliser les banques ni chercher à compenser la réduction de la demande des entreprises et des ménages. Contredisant les condamnations prononcées par les fondamentalistes du marché, l'État a prouvé qu'il jouait un rôle nécessaire dans la stabilisation de ce qui était de toute évidence une économie par nature instable. Par souci de clarté, il convient de souligner que cela ne signifie pas que les syndicats préconiseraient systématiquement la propriété publique (même si, dans certains secteurs, il peut exister des arguments allant dans ce sens) ou la relance des économies à planification centralisée. Mais nous croyons que l'État démocratique doit jouer un rôle en tant que fournisseur de services publics de qualité et en tant que régulateur, en préparant le terrain pour les acteurs du marché et en intervenant (par une politique budgétaire ou monétaire) afin de calmer un boom spéculatif ou de mettre un terme à une récession. En outre, il existe de solides arguments

⁵ Layard : *Happiness: Lessons from a new science* [Le bonheur : leçons d'une nouvelle science], 2004. Offer : *The Challenge of Affluence* [Le défi de l'abondance], 2006. Wilkinson et Pickett, *The Spirit Level: Why equality is better for everyone* [Le principe du niveau : pourquoi l'égalité est meilleure pour tous], 2010.

⁶ Sen : « *Development as freedom*, » [« La liberté comme développement »]. OUP, 1999.

permettant d'affirmer que les secteurs public et privé sont interdépendants, que les économies développées ne peuvent pas prospérer avec des États faibles et que le processus de croissance économique a généralement été associé à une augmentation significative des dépenses sociales⁷. Il existe très peu d'éléments indiquant que le recul de la présence de l'État, comme certains responsables politiques le suggèrent, serait une stratégie durable à moyen terme. En réalité, cette stratégie pourrait entraver la croissance plus qu'elle ne la stimulerait.

10. Malheureusement, les interventions opportunes et coordonnées intervenues au début de la crise semblent être allées de pair avec un retour en force des politiques d'austérité. En termes plus crus, c'est le retour à la pensée unique. Cela est en partie dû au fait que les gouvernements craignent que la crise bancaire ne soit devenue une crise de la dette souveraine, avec des emprunts, des déficits et des dettes en augmentation par rapport au PIB. Il est évident qu'à la suite de la crise de la dette grecque certains pays sont en difficulté. Mais des pays ne souffrant pas de problèmes de cette envergure semblent se lancer dans un processus de consolidation budgétaire à un rythme vertigineux. Cela est certainement le cas au Royaume-Uni, où le gouvernement cherche à réduire les dépenses publiques et les déficits bien au-delà et bien plus rapidement que ce que la situation économique exige. Dans une moindre mesure, c'est également le cas en Allemagne, qui tente actuellement de réduire le déficit alors que s'imposent des mesures urgentes pour stimuler l'économie nationale. Quant aux nouveaux accords de gouvernance économique mis en place dans la zone Euro, ils semblent refléter un fort parti pris déflationniste qui pourrait enfermer cette importante région mondiale dans une période de croissance molle ou sans emploi. Les gouvernements craignent la contagion de la panique financière, mais sont susceptibles de la produire par la contagion de l'austérité.

11. En outre, malgré la reconnaissance par l'OCDE de la nécessité d'équilibrer flexibilité et sécurité dans la publication *Stimuler les emplois et les revenus* (réévaluation de l'Étude sur l'emploi), les décideurs et le paradigme de la réforme structurelle baptisé « Cap sur la croissance » semblent être revenus à la conviction selon laquelle les seuls marchés de l'emploi efficaces sont les marchés de l'emploi peu réglementés. De ce point de vue, la meilleure voie pour sortir de la crise serait d'embrasser une fois de plus l'idéologie qui préconise un rôle restreint de l'État, des impôts peu élevés et des syndicats faibles. Pourtant, contrairement à ces prédictions, ce sont les pays dont le marché de l'emploi est davantage réglementé qui ont plutôt mieux résisté aux tempêtes de la récession que ce que l'approche orthodoxe du « Cap sur la croissance » ou les prescriptions politiques du FMI auraient pu prévoir. Le chômage allemand est plus faible que celui des États-Unis, en partie en raison de l'efficacité du régime temporaire de travail de courte durée combinée aux négociations entre syndicats et entreprises ; les pays nordiques, quant à eux, se remettent assez bien de la récession.

12. Peut-être convient-il de souligner à ce stade que l'analyse initiale de l'OCDE intitulée *Étude sur l'emploi* (1994), qui a donné une impulsion à la déréglementation pendant près d'une décennie, ne pouvait pas expliquer les différences de performance du marché de l'emploi pendant le boom économique. Ainsi, par exemple, pendant les années 1990 les Pays-Bas ont eu de meilleures performances en termes d'emploi que l'Allemagne, même si leur marché de l'emploi était plus réglementé (législation plus stricte sur la protection de l'emploi,

⁷ Lindert : *Growing Public: Social Spending and Economic Growth Since the Eighteenth Century* [Développement du secteur public : les dépenses sociales et la croissance économique depuis le dix-huitième siècle]. 2004.

et prestations de chômage plus élevées).⁸ De même, il existe des données fiables démontrant que la prévision centrale de la thèse de l'OCDE (selon laquelle les travailleurs défavorisés s'en sortiraient mieux dans des marchés de l'emploi « flexibles ») n'a jamais reflété fidèlement la réalité. Une étude qui fait autorité montre que les travailleurs défavorisés au Royaume-Uni (les travailleurs peu qualifiés et les jeunes) n'ont pas fait mieux dans les années 1990 que leurs homologues des pays plus fortement réglementés comme la France et l'Allemagne.⁹ Si toutes ces critiques sont exactes, il est alors difficile de comprendre comment assurer le rétablissement de l'économie mondiale après la pire récession mondiale jamais vécue depuis plus de soixante-dix ans par l'application de politiques n'ayant eu aucun impact sur la situation des chômeurs ou des personnes défavorisées pendant une période de forte croissance.

Sortir de la crise et la dépasser

13. Les décideurs sont donc confrontés à la nécessité d'abandonner la pensée unique et de développer de nouvelles stratégies pour mener à bien la sortie de la crise. Construire un modèle de croissance stable et durable n'exige rien de moins. Dans un premier temps, il serait utile de reconnaître que l'État joue un rôle indispensable dans une économie capitaliste. Le marché dépend de l'État. On pourrait même aller plus loin en affirmant que le marché est une création de l'État. Les marchés ne pourraient pas du tout exister sans la primauté du droit, l'administration impartiale de la justice, la mise en application des contrats et la protection des droits de propriété intellectuelle.

14. L'expérience récente a démontré que l'économie mondiale se trouve dans une situation précaire. La réussite d'un retour à la croissance passe par des mesures permettant de bâtir des institutions efficaces de gouvernance économique mondiale, parallèlement à des mesures nationales de recadrage de la politique monétaire et budgétaire. D'un point de vue syndical, une nouvelle approche de la politique du marché de l'emploi s'impose, laquelle doit reconnaître, comme l'a fait la réévaluation de l'Étude sur l'emploi, la nécessité d'éviter d'appliquer des mesures identiques à tous.

Recommandations clés

15. Des mesures spécifiques doivent donc être prises dans les domaines suivants :

- Les décideurs doivent se demander comment la demande peut être générée afin de conduire au type de progrès économique que nous avons décrit ci-dessus, dans le cadre duquel le succès n'est pas uniquement mesuré par la croissance du PIB nominal par habitant. Il importe de comprendre que les déséquilibres mondiaux qui ont donné naissance à la crise doivent encore être efficacement combattus. Les pays connaissant un déficit des échanges courants doivent épargner davantage, et ceux qui ont des excédents doivent stimuler la demande intérieure. Inévitablement, cela exige de prendre en considération les taux de change et la question de la relation entre le dollar américain

⁸ Schettkat : *Is the labour market at the root of European Unemployment? The Case of Germany and the Netherlands*, in Howell (ed) *Fighting Unemployment: The Limits of Free Market Orthodoxy*, OUP (2005) [Le marché de l'emploi est-il à l'origine du chômage européen ? Le cas de l'Allemagne et des Pays-Bas]. Dans Howell (éd.) : [La lutte contre le chômage : les limites de l'orthodoxie du marché libre]. OUP, 2005.

⁹ Schmitt et Wadsworth : *Is the OECD Jobs Strategy behind the US and British Employment and Unemployment Success in the 1990s?* [La stratégie de l'emploi de l'OCDE a-t-elle une responsabilité dans les bons et mauvais résultats de l'emploi américain et britannique ?], dans : Howell (éd.), op. cit.

et le yuan. Tout au moins, les pays du G20 doivent aller au-delà des conclusions du récent sommet de Séoul et concevoir un processus de rééquilibrage progressif et équilibré de l'économie mondiale. En d'autres termes, une économie mondiale ne peut s'épanouir que si elle possède des institutions efficaces pour la gouvernance économique mondiale en faveur de laquelle tous les acteurs importants se sont engagés. L'alternative est un retour à la protection des intérêts nationaux, à des politiques du chacun pour soi, à une croissance faible et à l'instabilité. Il existe de solides arguments en faveur d'une taxe sur les transactions financières internationales, qui permettrait à la fois de mettre un peu de sable dans les rouages de l'investissement spéculatif, de fournir des ressources à la consolidation budgétaire et de financer les biens publics mondiaux.

- Certains pays émergents et en voie de développement ont cherché à assurer une large distribution des fruits de la croissance, en mettant l'accent sur la réduction des inégalités par l'amélioration des revenus des plus pauvres. C'est le cas du Brésil, par exemple. L'objectif est de garantir que la demande intérieure augmente en accord avec la croissance de l'économie. En outre, ce modèle est peu orthodoxe dans la mesure où il adopte une approche pragmatique de la déréglementation et de l'ouverture des marchés. Cette approche est préférable à l'argument conventionnel en faveur d'une libéralisation, d'une privatisation et d'une déréglementation immédiates. Elle offre un modèle de développement qui pourrait être utilement adopté ailleurs, sans aucun doute en Afrique sub-saharienne où il y a un besoin pressant d'investir dans les infrastructures et où il est impératif d'améliorer les revenus des citoyens les plus pauvres.
- L'une des causes de la crise a résidé dans la mauvaise coordination de la politique monétaire et budgétaire tant au niveau mondial que national. Les décideurs doivent reconnaître que les objectifs explicites sont le plein emploi, la hausse du niveau de vie, la stabilité économique (y compris la stabilité des prix) et la cohésion sociale. Les banques centrales ne devraient pas se contenter de cibler l'inflation. Mais si le plein emploi et la croissance du PIB nominal doivent compléter le régime de ciblage de l'inflation, alors les banques ont besoin d'autres armes que celle des taux d'intérêt dans leur arsenal. C'est pourquoi il faudrait envisager l'introduction de réserves obligatoires d'actifs de telle sorte que les banques centrales puissent assurer la stabilité des prix et désamorcer tout début de bulle spéculative sur le prix des actifs. Il devrait également exister un espace de décision politique suffisant pour les politiques monétaires « non orthodoxes » ou les assouplissements quantitatifs. Les banques centrales devraient également reconnaître que leurs jugements doivent être à la fois justifiés et légitimés vis-à-vis d'autres acteurs sociaux, notamment les partenaires sociaux. Il existe de solides arguments pour que les banques centrales indépendantes soient dotées de structures formelles permettant un tel dialogue informé.
- En ce qui concerne la politique budgétaire, la crise a démontré la force de l'activisme anticyclique. Cela signifie qu'à l'avenir la politique doit prévoir de solides stabilisateurs automatiques lorsque l'économie commence à ralentir. Mais il doit exister des pressions anticycliques tout aussi solides durant les périodes de forte croissance. C'est pendant ces périodes-là que les gouvernements devraient accumuler les excédents qui leur donnent une marge de manœuvre lors des récessions. En outre, contrairement aux obsessions de réduction fiscale de la pensée unique, il convient parfois d'augmenter les impôts s'ils constituent le meilleur instrument disponible pour empêcher la surchauffe de l'économie. Les mécanismes unilatéraux tels que « le frein à l'endettement », qui fait maintenant partie de la constitution allemande, et le projet de réglementation stricte en

matière d'assainissement budgétaire actuellement proposé en Europe, sont potentiellement dangereux et doivent être évités.

- À l'échelle nationale, les décideurs devraient accorder davantage d'attention à la question des institutions de l'innovation et aux politiques industrielles en tant que sources de croissance et de génération de la demande. Si l'on veut que l'économie mondiale poursuive sa croissance et que les pays de l'OCDE maintiennent leur avantage relatif, alors ils doivent développer leurs capacités à développer de nouveaux produits et de nouveaux services. Cela exige la création de ce que le journaliste britannique Will Hutton appelle un écosystème de l'innovation, dans lequel l'État investit dans l'éducation et la formation (la réduction des dépenses affectées à l'enseignement supérieur serait donc une erreur stratégique majeure), où il est facile d'accéder au capital (notamment pour le développement des technologies de l'environnement ou des services fondés sur les connaissances), où il existe des institutions pour l'échange d'informations et le transfert de technologie (comme les Instituts Fraunhofer en Allemagne) et où la politique sociale est conçue pour faciliter les transitions économiques (comme c'est le cas dans l'approche danoise)¹⁰.
- Une demande durable nécessite que les travailleurs aient des revenus qui leur permettent d'acheter les biens et services produits par un secteur privé dynamique. C'est ce que l'on entend par l'expression « croissance stimulée par les revenus ». Les décideurs doivent prendre en considération la manière dont les travailleurs peuvent avoir la garantie que leurs revenus augmenteront en fonction de leur productivité. Une manière évidente d'y parvenir est de promouvoir la négociation collective, mais les décideurs peuvent avoir besoin d'examiner d'autres instruments (clauses syndicales dans les contrats publics, par exemple) si les syndicats sont faibles ou absents de la scène. En outre, une économie mondiale de plus en plus intégrée exige des normes syndicales internationales afin de légitimer le processus d'intégration économique, de protéger les travailleurs vulnérables contre l'exploitation et de garantir que les travailleurs des pays en voie de développement puissent avoir leur part de la prospérité croissante de leurs nations.
- Il y a beaucoup à gagner à revenir à l'analyse présentée par l'OCDE en 2006 dans *Stimuler les emplois et les revenus*. Les pays qui avaient obtenu un taux d'emploi élevé et une répartition plus équitable des revenus ont attiré l'attention du vaste secteur œuvrant dans les politiques du marché de l'emploi, avec notamment : des systèmes de formation spécialisée avant l'entrée sur le marché du travail qui donnent aux travailleurs un sentiment d'identité professionnelle et de confiance en soi ; une insistance sur la formation continue comme voie d'insertion professionnelle ; l'accent sur l'équilibre des forces entre capital et travail, y compris la force des syndicats et l'étendue des garanties de la négociation collective ; la poursuite de politiques visant à réduire des différences injustifiables entre les groupes de travailleurs ; et enfin une combinaison de prestations de chômage élevées et d'obligations de recherche d'emploi avec de hauts niveaux d'investissement dans des programmes actifs du marché de l'emploi pour permettre aux chômeurs de retrouver du travail. En outre, ces approches sont renforcées par un État-providence fort financé par une fiscalité relativement élevée, qui offre des services généreux (y compris la garde d'enfants et les congés de maternité/paternité), de sorte que les femmes et les hommes puissent combiner travail et responsabilités familiales.

¹⁰ Hutton : *Them and Us*, Ch 9, *Innovation, Innovation, Innovation* [Eux et nous, Ch. 9 (Innovation, Innovation, Innovation)], 2010.

Cela contribue à expliquer les meilleures performances obtenues en matière d'égalité salariale entre les sexes ainsi que le taux d'emploi élevé des femmes.

Développement durable et entreprises reconceptualisées

16. L'idée de durabilité est au cœur de l'argument présenté ici. Cette thématique est souvent perçue comme une question de protection de l'environnement et d'utilisation des ressources, mais nous utilisons le terme dans un sens plus large pour embrasser l'idée d'une entreprise intégrant la durabilité dans toutes ses opérations. En outre, une entreprise durable cherche à se développer en accumulant des parts de marché ou en développant de nouveaux produits et services plutôt que par l'ingénierie financière ou par une activité de fusions et acquisitions. Une entreprise durable est une société responsable qui reconnaît les devoirs qu'elle possède vis-à-vis des travailleurs qu'elle emploie et des communautés au sein desquelles elle opère. La maximisation de la valeur pour l'actionnaire est une conceptualisation quelque peu anémique de l'objet de l'entreprise ; nous privilégions une notion plus riche et plus sophistiquée qui reconnaît l'interdépendance de l'entreprise, de ses employés et de la société.

17. Il ne s'agit pas de sous-estimer, bien sûr, les défis importants liés aux changements climatiques et à l'utilisation des ressources. Les syndicats soutiennent l'impératif de réduction des émissions de carbone et plus généralement de dé-carbonisation de l'économie. Mais, en accord avec l'approche globalement égalitaire décrite ici, ce processus doit être associé à une juste transition vers un monde moins pollué par le carbone. En d'autres termes, la perte d'emplois dans certains secteurs doit être un processus organisé. Il doit y avoir un investissement dans la formation et le reclassement, une bonne évaluation de l'impact économique des changements structurels dus à l'environnement, ainsi qu'un partage du fardeau.

Conclusion

18. La crise financière et économique mondiale devrait nécessiter une révision fondamentale du paradigme des politiques économiques en vigueur. La foi dans les marchés dépourvus de contraintes aurait dû être sapée par l'effondrement du secteur bancaire, mais il apparaît à présent que les décideurs reviennent à la panacée réconfortante de l'orthodoxie économique. Ce serait une erreur stratégique. On ne peut guère s'attendre à ce qu'un retour à des politiques qui ont échoué pendant le boom économique permette un retour de l'économie mondiale à la croissance après une récession très sévère.

19. D'abord et avant tout, peut-être, il existe une nécessité impérieuse de clarifier davantage les objectifs de la politique économique. Le modèle décrit ici brièvement va au-delà de la simple garantie des augmentations de PIB par habitant et adopte un ensemble de mesures plus sophistiquées. Il fait un usage plutôt différent de la politique monétaire et budgétaire, exige la réglementation efficace des marchés financiers et explique comment les pays développés et en voie de développement peuvent s'y prendre pour créer des marchés de l'emploi plus inclusifs. La priorité doit être le retour au plein emploi. Mais ce n'est pas un argument pour obtenir n'importe quels emplois à n'importe quel prix. Un travail durable c'est un travail décent et sûr, un travail qui offre la perspective d'une augmentation du niveau de vie, du développement et du progrès. Ces objectifs sont parfaitement compatibles avec la stabilité économique (y compris la stabilité des prix) et une croissance vigoureuse de la productivité. Le défi pour les syndicats est de présenter des arguments convaincants en faveur du

changement. Celui que devront relever les décideurs consistera à démontrer qu'ils ont bien entendu l'exigence d'une approche différente et qu'ils ont agi en conséquence.

ANNEXE

« Sortir de la crise : vers un modèle de croissance durable et équilibrée » Rapport d'un groupe de travail syndical sur un nouveau modèle de croissance économique

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos : Sharan Burrow, Secrétaire générale de la CSI, John Evans, Secrétaire général du TUAC, Philippe Pochet, Directeur de l'ISE

Préface : Professeur Joseph Stiglitz, Université de Columbia, à confirmer

Introduction

Introduction : David Coats, Chargé de recherche au *Smith Institute* de Londres

Chapitre I : Mesure de la performance économique et du progrès social - Anousheh Karvar (CFDT), John Evans (TUAC)

- Si les décideurs mesurent les mauvaises choses, ils adopteront les mauvaises politiques
- Aller au-delà du PIB par habitant comme premier critère d'évaluation
- La qualité du travail
- Des services publics de qualité pour améliorer la performance économique et le progrès social
- Recommandation de politique : la nécessité d'un « tableau de bord » d'indicateurs

Chapitre II : L'échec du fondamentalisme du marché

Pourquoi le modèle a échoué - Raymond Torres, OIT, à confirmer

Ce qui devrait remplacer le Consensus de Washington - Peter Bakvis, CSI, Global Unions, bureau de Washington DC

Chapitre III : Équilibrer la croissance entre les grandes régions économiques à des niveaux compatibles avec le plein emploi

Vue d'ensemble : le triangle de la croissance - Thomas I. Palley, Programme de la croissance économique, Fondation New America, États-Unis

- Europe : Andy Watt, ISE
- Afrique : Kwabana Otoo, Ghana

- Asie : Patuan Samosir, CSI Asie-Pacifique
- Amérique latine : Adhémar Mineiro, CSA
- USA : Thomas Palley
- Évaluation du dosage macroéconomique - David Coats, *Smith Institute* de Londres

Chapitre IV : Nouveaux modèles de développement - leçons tirées du « Sud »

- Vue d'ensemble - James Howard, CSI
- Un point de vue latino-américain - Adhémar Mineiro, Confédération syndicale des Amériques
- Un point de vue sud-africain - Rudi Dicks
- Un point de vue asiatique - A. Manicandan, Inde

Chapitre V : Outils de politique monétaire et budgétaire - Andy Watt, chercheur principal, ISE

Des mesures fiscales et politiques plus larges

Chapitre VI : Réglementation financière

- Reprendre les rênes du secteur financier afin de servir l'économie réelle par une réglementation publique efficace : aller de l'avant en matière de régulation financière - Andreas Botsch, ISE
- Financement des biens publics : la FTT et les projets d'imposition élargie - Pierre Habbard, TUAC, et Renaat Hanssens, CSC

Chapitre VII : Des marchés de l'emploi équitables et efficaces, et des politiques de l'emploi décentes

- Un modèle de marché de l'emploi juste et inclusif - Robert Kuttner, rédacteur en chef, *The American Prospect*
- Marchés de l'emploi flexibles par opposition à inclusifs - David Coats, *Smith Institute*
- Réduire les inégalités de revenu - Rory O'Farrell, ISE, Andrew Jackson, économiste en chef du Congrès Syndical du Canada
- La montée du travail précaire. Jim Baker, CSI

- Normes internationales du travail : garanties pour une économie mondiale ouverte - Frank Hoffer, OIT - ACTRAV
- Adaptation du modèle nordique - Thomas Carlen, LO-S
- Mettre les politiques de réconciliation de la famille et du travail à l'ordre du jour d'une ère post-néolibérale - Claire Courteille, Directeur du Département de l'égalité, CSI
- Programme de compétences - Roland Schneider, CSC

Chapitre VIII : Un modèle durable de croissance

- Un modèle d'entreprise pour le « long-termisme » et la durabilité - Sigurt Vitols (WZB et ISE)
- Les arguments en faveur d'une politique industrielle moderne - Tim Page, Agent principal des politiques, TUC
- Des services publics de qualité pour une croissance équitable et durable - Sébastien Dupuch, Département analyse économique, Force ouvrière, France
- Le programme de croissance verte peut-il nous aider ? Anabella Rosemberg, CSI / CSC
- La croissance des emplois verts et la limitation du réchauffement global à 2 C° - Bela Galgoczi, ISE

Chapitre IX : Conclusions

- David Coats, *Smith Institute*, et Ron Blackwell, économiste en chef, AFL-CIO